SYSTEME D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION ADMINISTRATIVES
SICAD

GUIDE DU CITOYEN

CASE RESERVEE AU BUREAU CENTRAL DES RELATIONS AVEC LE CITOYEN

REFERENCE : Arrêté du Ministre de en date du
tel que modifié par l'arrêté en date.....
(JORT N° du)

Organisme : Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques

Domaine de la prestation : Etudes et développement agricole

Objet de la prestation : Arrêté d'agrément pour l'exercice de la profession de conseiller agricole

CONDITIONS D'OBTENTION

Pour les personnes physiques :

- Etre de nationalité tunisienne et jouir de ses droits civiques
- Etre titulaire au moins d'un diplôme d'ingénieur délivré par les institutions d'enseignement supérieur agricole ou d'un diplôme équivalent
- Avoir une expérience agricole sur terrain de deux ans au minimum

Pour les personnes morales :

- Les conditions citées précédemment pour les personnes physiques doivent être remplies par les principaux dirigeants et agents ayant la délégation de signature

PIECES A FOURNIR

- Une demande au nom du Monsieur le ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques, portant les indications et les documents suivants :

Pour les personnes physiques :

- Nom et prénom du demandeur d'agrément et son adresse personnelle
- Le siège principal de l'exercice de la profession
- Les numéros de téléphone et du fax
- Une photocopie de la carte d'identité
- Le bulletin n° 3 délivré depuis 3 mois au maximum à la date du dépôt du dossier
- Une copie certifiée conforme des diplômes scientifiques
- Une copie certifiée conforme des attestations prouvant l'expérience professionnelle
- L'attestation d'inscription au tableau du conseil de l'ordre des ingénieurs valable pour l'année en cours ou une copie certifiée conforme
- Un engagement sur papier libre avec signature légalisée par lequel le demandeur de l'agrément, s'engage à informer l'administration dans un délai d'un mois, de tout changement concernant les informations comprises dans le dossier accompagnant la demande
- Un curriculum vitae
- Une déclaration sur l'honneur avec signature légalisée par laquelle le demandeur d'agrément s'engage à exercer la profession de conseiller agricole comme activité principale (dans le cas où il envisage de s'adonner au conseil agricole comme activité principale)
- Un accord écrit de l'employeur dans le cas où le demandeur travaille dans le secteur privé

Pour les personnes morales :

- La nature de l'entreprise, son activité et les numéros de téléphone et du fax
- Adresse du siège principal de l'exercice de la profession
- Le statut de l'entreprise tout en indiquant les personnes physiques et morales participants au capital de l'entreprise
- Un engagement sur un papier libre et avec signature légalisée par lequel l'entreprise s'engage à, informer l'administration dans un délais d'un mois, de tout changement concernant les informations comprises dans le dossier accompagnant la demande
- Et pour chacun des principaux dirigeants et agents ayant la délégation de signature :
 - ❖ Les mêmes indications et pièces exigées des personnes physiques sus-mentionnées à l'exception des deux derniers documents

ETAPES DE LA PRESTATION	INTERVENANTS	DELAIS
- Dépôt du dossier	Le demandeur	Un mois à partir de la date de dépôt du dossier complet
- Présentation du dossier à la commission d'agrément des conseillers agricoles	La direction générale des études et du développement agricole	
- Examen du dossier	La commission d'agrément des conseillers agricoles	
- Etablissement de l'arrêté d'agrément	La direction générale des études et du développement agricole	
- Signature de l'arrêté	Monsieur le ministre de l'agriculture et des ressources hydrauliques	
- Délivrance de l'arrêté à l'intéressé	La direction générale des études et du développement agricole	

LIEU DE DEPOT DU DOSSIER

SERVICE : Le bureau d'ordre central du ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques

ADRESSE : 30, rue Alain Savary - 1002 Tunis

LIEU D'OBTENTION DE LA PRESTATION

SERVICE : Le ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques (La direction générale des études et du développement agricole)

ADRESSE : 30, rue Alain Savary - 1002 Tunis

DELAI D'OBTENTION DE LA PRESTATION

Un mois à partir de la date de dépôt du dossier complet

REFERENCES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

- Loi n° 98-34 du 23 Mai 1998 relative à l'organisation de la profession de conseiller agricole et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée ou complétée.

- Loi n° 2002-86 du 14 Octobre 2002 modifiant et complétant la loi n° 98-34 du 23 Mai 1998 relative à l'organisation de la profession de conseiller agricole

- Décret n° 98-1821 du 21 Septembre 1998 fixant la composition et le fonctionnement de la commission d'agrément ainsi les modalités d'octroi de l'agrément et des encouragements aux conseillers agricoles